



mardi 6 septembre 2016

Les grands titres:

- RDC : Ban Ki-moon se dit persuadé qu'un dialogue national inclusif ouvrira la voie à des élections pacifiques et crédibles
- L'éducation doit évoluer pour atteindre les objectifs mondiaux de développement, selon l'UNESCO
- Cambodge : l'ONU dénonce l'atmosphère d'intimidation visant l'opposition
- Des bénévoles grecs, lauréats conjoints de la distinction Nansen 2016 du HCR pour les réfugiés
- Le chef des droits de l'homme de l'ONU met en garde contre les démagogues en Europe et aux Etats-Unis
- Iraq : le PAM distribue de la nourriture à des milliers de familles dans une ville assiégée pendant plus de deux ans
- Laos : en marge du sommet de l'ASEAN, Ban Ki-moon rencontre les chefs de gouvernements thaïlandais et cambodgien
- Responsabilité de protéger : Jan Eliasson plaide pour une prévention plus efficace
- Le Conseil de sécurité condamne de nouveaux tirs de missiles balistiques par la Corée du Nord
- Guinée-Bissau : le Conseil de sécurité exhorte les acteurs nationaux à sortir de l'impasse politique par le dialogue
- Ban Ki-moon appelle les pays du G20 à soutenir le financement des objectifs du développement durable
- Soudan du Sud : le gouvernement accepte le déploiement d'une force de protection régionale mandatée par le Conseil de sécurité
- Journée internationale de la charité : Ban Ki-moon appelle à faire des objectifs de développement durable une réalité
- Arabie Saoudite : Ban Ki-moon et le Prince héritier adjoint discutent des réfugiés palestiniens, du Yémen et de l'accord sur le climat
- Soudan du Sud : le Conseil de sécurité a conclu sa visite de trois jours
- Soudan du Sud : les déplacées demandent au Conseil de sécurité le déploiement de la Force de protection régionale
- Gabon : l'ONU appelle à la fin immédiate de tous les actes de violences
- Philippines : l'ONU condamne un attentat terroriste au sud du pays.
- G20 : Ban Ki-moon exhorte tous les pays à mettre en œuvre le Programme du développement durable et l'Accord sur le climat
- Climat : le chef de l'ONU salue la ratification de l'Accord de Paris par la Chine et les Etats-Unis



RDC : Ban Ki-moon se dit persuadé qu'un dialogue national inclusif ouvrira la voie à des élections pacifiques et crédibles



Secrétaire général Ban Ki-moon lors d'une visite à Kinshasa, en République démocratique du Congo, en février 2016. Photo ONU/Eskinder Debebe

6 septembre - Le Secrétaire général de l'ONU, Ban Ki-moon, a pris note du lancement, le 1^{er} septembre, du Dialogue national en République démocratique du Congo (RDC) et s'est dit convaincu que seul un dialogue politique inclusif ouvrira la voie à des élections pacifiques et crédibles, conformément à la résolution du Conseil de sécurité 2277 (2016).

« Le Secrétaire général exhorte les groupes politiques qui n'ont pas encore rejoint le processus de dialogue à jouer un rôle constructif contribuant à la tenue d'élections crédibles et en temps opportun », a dit son porte-parole dans une déclaration à la presse publiée au cours du weekend.

« Il encourage le gouvernement à poursuivre les mesures de confiance et à faire respecter les libertés et droits fondamentaux consacrés dans la Constitution, en vue de créer une atmosphère propice à un dialogue crédible », a-t-il ajouté.

Ban Ki-moon a demandé instamment à tous les acteurs de s'abstenir de toute action qui pourrait exacerber les tensions ou mener à la violence.

Le 23 août, le Secrétaire général avait déjà encouragé tous les acteurs politiques en RDC à s'engager en toute bonne foi dans un dialogue politique inclusif afin de mettre fin à l'impasse qui entoure le processus électoral.

L'éducation doit évoluer pour atteindre les objectifs mondiaux de développement, selon l'UNESCO



Une jeune fille qui étudie pour un jour devenir enseignante. Photo Vincent Tremeau

6 septembre - L'éducation doit se transformer radicalement pour réaliser les Objectifs de développement durable (ODD) et relever les défis auxquels l'humanité et la planète sont actuellement confrontées, selon un nouveau rapport publié mardi par l'Organisation des Nations Unies pour l'éducation, la science et la culture (UNESCO).

Selon ce [Rapport mondial de suivi sur l'éducation](#), il est urgent d'accélérer les progrès dans le domaine de l'éducation. Au rythme actuel, le monde parviendra à un enseignement primaire universel en 2042, à un enseignement secondaire du premier cycle universel en 2059 et secondaire du second cycle universel en 2084, ce qui voudrait dire qu'il aurait un demi-siècle de retard par rapport à la date butoir de 2030 fixée pour la réalisation des ODD.

Le rapport, intitulé « L'éducation au service des peuples et de la planète », montre à quel point il est nécessaire que les systèmes éducatifs prêtent davantage attention aux préoccupations environnementales. Si, dans la majorité des pays, l'éducation est le meilleur indicateur de la sensibilité à la question du changement climatique, les programmes scolaires de la moitié des pays du monde ne mentionnent pas explicitement le changement climatique dans leur contenu. Dans les pays de l'OCDE, près de 40% des élèves de 15 ans n'ont que des connaissances élémentaires des problématiques environnementales.

« Nous devons changer radicalement la façon dont nous envisageons le rôle de l'éducation dans le développement mondial, car elle joue le rôle de catalyseur pour le bien-être des individus et l'avenir de notre planète », a déclaré la Directrice générale de l'UNESCO, Irina Bokova.

Les systèmes éducatifs doivent veiller à protéger les cultures minoritaires et leurs langues, qui contiennent des informations

essentielles sur le fonctionnement des écosystèmes. Or, le rapport montre que 40% de la population mondiale suit un enseignement dans une langue qu'elle ne comprend pas.

Les systèmes éducatifs doivent veiller à donner aux gens les compétences et connaissances essentielles susceptibles de faciliter la transition vers des industries plus vertes et trouver de nouvelles solutions aux problèmes environnementaux, ce qui suppose que l'éducation se poursuive en dehors des murs de l'école, au sein des communautés et au travail, tout au long de l'âge adulte. Or, deux tiers des adultes ne possèdent pas de compétences financières élémentaires ; seuls 6% des adultes des pays les plus pauvres participent à des programmes d'alphabétisation.

« Si nous voulons une planète plus verte, et un avenir durable pour tous, nous devons exiger plus de nos systèmes éducatifs qu'une simple transmission de connaissances », a déclaré Aaron Benavot, Directeur du rapport de suivi.

Il est urgent également que les systèmes éducatifs transmettent des compétences de meilleure qualité, qui correspondent aux besoins d'économies en expansion où la panoplie des compétences professionnelles évolue rapidement, nombre d'entre elles étant automatisées. Au rythme actuel, en 2020, on enregistrera un déficit de 40 millions de travailleurs ayant une formation tertiaire par rapport à la demande. Le rapport montre que ce changement est crucial : parvenir à un enseignement secondaire du second cycle universel en 2030 dans les pays à faible revenu permettrait d'arracher à la pauvreté 60 millions de personnes d'ici à 2050.

Les inégalités en matière d'éducation, couplées à des disparités plus larges, augmentent le risque de violence et de conflit. Dans 22 pays d'Afrique subsaharienne, les régions dans lesquelles le niveau d'instruction moyen est très bas ont 50% de risque de connaître un conflit dans les 21 ans. Le rapport invite les gouvernements à commencer à prendre au sérieux les inégalités en matière d'éducation et à les recenser en recueillant les informations directement auprès des familles.

Cambodge : l'ONU dénonce l'atmosphère d'intimidation visant l'opposition



ville de Phnom Penh, au Cambodge en octobre 2015 (archives). Photo ONU Femmes Cambodia/Mariken B. Harbitz

6 septembre - Le Haut-Commissariat des Nations Unies aux droits de l'homme (HCDH) s'est déclaré mardi très préoccupé par l'atmosphère croissante d'intimidation visant des opposants politiques, leurs partisans, la société civile et des manifestants pacifiques au Cambodge.

« Au cours des derniers jours, une démonstration de force a été menée par l'armée au siège du principal parti d'opposition, le Parti du sauvetage national du Cambodge (PSNC). Cette intervention, ainsi que les propos de hauts responsables de l'armée qui ont juré de défendre le parti au pouvoir contre l'opposition politique, est très inquiétante », a déclaré une porte-parole du HCDH, Ravina Shamdasani, lors d'un point de presse à

Genève. « Nous rappelons au gouvernement qu'il a l'obligation de prendre des mesures pour assurer la sécurité de tous les Cambodgiens, en particulier des personnalités politiques de l'opposition ».

Selon la porte-parole, le président par intérim du PSNC, Kem Sokha, doit comparaître devant le tribunal vendredi pour avoir refusé de comparaître comme témoin dans une autre affaire de parjure et de prostitution le visant ainsi que deux membres de son parti.

Kem Sokha et 29 autres membres ou sympathisants du PSNC font également l'objet d'autres poursuites judiciaires. Quatorze d'entre eux ont été condamnés à de lourdes peines de prison. « La faiblesse des éléments à charge et les irrégularités de procédure soulèvent de sérieuses préoccupations quant à l'équité des procès », a dit Mme Shamdasani.

« Nous exhortons les autorités à respecter strictement les normes internationales de procès équitable au cours des procédures pénales, notamment en assurant la transparence dans l'administration de la justice », a-t-elle ajouté.

Le HCDH a également noté que des préoccupations au sujet de la sécurité publique ont également été invoquées par le gouvernement pour bloquer des manifestations pacifiques, arrêter et poursuivre des manifestants.

« Hier, à Phnom Penh, les autorités ont mis en place des barrages routiers et mobilisé des troupes pour tenter de bloquer un événement du PSNC destiné à déposer des pétitions. Elles ont arrêté 10 personnes dans le cadre d'une manifestation qui n'était pas liée et arrêté 10 autres dans le cadre d'une autre manifestation à Phnom Penh », a dit la porte-parole.

« Nous exhortons le gouvernement, avant les élections locales et nationales en 2017 et 2018, de créer un environnement propice à la jouissance de la liberté d'expression, de réunion pacifique et d'association, qui sont particulièrement critiques dans un contexte pré-électoral » a-t-elle ajouté.

Des bénévoles grecs, lauréats conjoints de la distinction Nansen 2016 du HCR pour les réfugiés



Efi Latsoudi, activiste des droits de l'homme en charge du village PIKPA et le responsable de l'équipe de sauvetage en mer "Hellenic Rescue Team", Konstantinos Mitragas, devant une vaste pile of gilets de sauvetage dans le nord de Lesbos, un vestige obsédant des dangers auxquels sont confrontés les réfugiés arrivés sur les côtes grecques en 2015. Ph

6 septembre - Une équipe de sauvetage en mer composée de 2.000 bénévoles ayant sauvé des milliers de vies humaines pendant la crise des réfugiés de 2015 et une infatigable activiste des droits de l'homme ayant offert un refuge à des milliers de réfugiés vulnérables arrivant sur les côtes grecques sont les deux lauréats conjoints de la distinction Nansen 2016 du Haut-Commissariat des Nations Unies pour les réfugiés (HCR).

Konstantinos Mitragas au nom de l'Equipe Hellénique de Secours (en grec HRT) et Efi Latsoudi du « village PIKPA », un lieu d'hébergement géré par la communauté sur l'île grecque de Lesbos ont tous deux été choisis pour leurs efforts inlassables à titre bénévole pendant la crise des réfugiés de 2015 sur les côtes de la Grèce : HRT pour leurs actions menées 24 heures sur 24 afin de sauver des réfugiés et des migrants en détresse en mer et Efi Latsoudi pour la compassion et l'attention accordées aux réfugiés et aux migrants les plus vulnérables arrivés sur l'île de Lesbos, a précisé le HCR dans un communiqué de presse.

Cette distinction récompense le travail des bénévoles ainsi que le soutien et l'assistance fournis par des personnes en Europe et dans le monde entier l'année dernière et qui continuent d'accueillir des réfugiés dans leurs communautés et d'aider à leur intégration.

Plus de 850.000 personnes sont arrivées en Grèce par la mer en 2015, dont plus de 500.000 sur l'île de Lesbos. En octobre 2015, les arrivées ont connu un pic de plus de 10.000 par jour, alors que les conflits en Syrie, en Afghanistan et en Iraq continuaient de forcer les personnes à fuir leur pays. Plus de 270 personnes ont malheureusement péri dans les eaux grecques au cours de l'année.

« L'Equipe Hellénique de Secours et Efi Latsoudi ont tous deux refusé de se résigner à être témoins de la situation humanitaire dramatique qui se déroulait sur les côtes de leur pays et ils méritent pleinement la distinction Nansen pour les réfugiés. Leurs efforts illustrent la réponse massive du public face à l'urgence des réfugiés et des migrants en Grèce et dans toute l'Europe, où des milliers d'individus ont manifesté leur solidarité avec les personnes forcées de fuir, ainsi que l'humanité et la générosité des communautés à travers le monde qui ouvrent leur cœur et leurs portes aux réfugiés », a déclaré le Haut-Commissaire du HCR Filippo Grandi.

Le HRT compte plus de 2.000 bénévoles qui effectuent des missions de sauvetage dans la mer Egée et les montagnes grecques depuis 1978. En 2015, les bénévoles ont travaillé 24 heures sur 24, répondant aux appels d'urgence incessants en pleine nuit. Au cours de cette période, ils ont effectué 1.035 opérations de sauvetage, sauvant 2.500 vies humaines et portant assistance à plus de 7.000 personnes pour les mettre en sécurité.

Sur l'île grecque de Lesbos, le village PIKPA offre un environnement sûr et accueillant aux réfugiés particulièrement vulnérables, notamment des femmes ayant perdu leurs enfants au cours de la traversée et des adultes et des enfants souffrant de handicaps physiques. Efi Latsoudi est l'une des bénévoles qui, en 2012, ont transformé l'ancien centre de vacances pour enfants en foyer pour réfugiés avec l'aide des autorités locales. PIKPA hébergeait jusqu'à 600 réfugiés par jour, malgré une capacité initiale d'accueil de 150 personnes, et distribuait plus de 2.000 repas par jour.

La distinction Nansen du HCR pour les réfugiés récompense les services exceptionnels rendus en faveur des personnes déracinées. Des personnalités comme Eleanor Roosevelt, Graça Machel et Luciano Pavarotti font partie de ses lauréats. La cérémonie 2016 se tiendra le 3 octobre à Genève, en Suisse.

Le chef des droits de l'homme de l'ONU met en garde contre les démagogues en Europe et aux Etats-Unis



Ra'ad Al Hussein, Haut-Commissaire des Nations Unies aux droits de l'homme. Photo ONU/Pierre Albouy

Zeid

6 septembre - Devant la montée des populismes en Europe et aux Etats-Unis, le Haut-Commissaire des Nations Unies aux droits de l'homme, Zeid Ra'ad Al Hussein, a exprimé sa colère face aux mensonges et aux manipulations de responsables politiques et a demandé un sursaut face à la banalisation des discriminations ethniques, raciales et religieuses.

Lors d'une allocution au Gala de la Fondation pour la sécurité, la paix et la justice lundi, à La Haye, aux Pays-Bas, M. Zeid s'en est pris en particulier au responsable politique néerlandais Geert Wilders et « à toutes les personnes comme lui – les populistes, les démagogues, les fantaisistes politiques ».

« Ce que M. Wilders a de commun avec M. Trump, M. Orban, M. Zeman, M. Hofer, M. Fico, Mme Le Pen et M. Farage, il le partage aussi avec Daech », a-t-il ajouté, en référence à des responsables politiques aux Etats-Unis, en Hongrie, en République tchèque, en Autriche, en Slovaquie, en France et au Royaume-Uni.

Selon le Haut-Commissaire, tous ces responsables politiques « cherchent, à des degrés divers, à retrouver un passé idyllique et pur, où des champs ensoleillés sont occupés par des peuples unis par leur même appartenance ethnique ou religieuse – vivant dans l'isolement et dans la paix, choisissant leur destin, à l'abri du crime, des influences étrangères et de la guerre ». « Un passé qui n'a, en réalité, sans doute jamais existé, nulle part dans le monde. Comme chacun le sait, l'histoire européenne a été, pendant des siècles, tout sauf cela », a-t-il ajouté.

Geert Wilders a récemment publié un plan en 11 points promettant l'interdiction d'expressions religieuses considérées comme « contraire à l'ordre du pays » et la fermeture de mosquées, écoles islamiques et centres d'asile. Le Haut-Commissaire a qualifié de « grotesque » le plan proposé par M. Wilders et rappelé que les populistes utilisent à l'envi « demi-vérités et simplifications excessives ».

A la tête du Haut-Commissariat aux droits de l'homme depuis deux ans, M. Zeid a rappelé qu'il est le responsable mondial en matière de droits de l'homme, de droits universels, « élu par tous les gouvernements et aujourd'hui le critique de presque tous les gouvernements ».

« Ne vous trompez pas, je ne compare pas les actions des démagogues nationalistes avec celles de Daech, qui sont aussi monstrueuses qu'écœurantes. Daech doit être traduit en justice », a précisé le Haut-Commissaire. « Mais, à travers son mode de communication, ses demi-vérités, ses simplifications excessives, la propagande de Daech utilise des tactiques semblables à celles des populistes. Et les deux côtés de cette équation profitent l'un de l'autre – l'influence de l'un se nourrit des actions de l'autre, et inversement ».

Selon M. Zeid, « au final, c'est le droit qui protégera nos sociétés – le droit en matière de droits de l'homme, un droit contraignant issu de l'expérience humaine, de décennies de souffrance, des cris des victimes des crimes passés et de la haine ». « Nous devons veiller sur ce droit avec passion, et être guidé par lui », a-t-il conclu.

Iraq : le PAM distribue de la nourriture à des milliers de familles dans une ville assiégée pendant plus de deux ans



PAM distribue une assistance alimentaire à des milliers de personnes à Qayyarah, en Iraq. Photo Women Empowerment Organization (WEO)

6 septembre - Le Programme alimentaire mondial (PAM) a annoncé mardi avoir distribué de la nourriture à plus de 30.000 personnes dans et autour de la ville Qayyarah, à 60 kilomètres au sud de Mossoul, dans le nord d'Iraq. La ville était assiégée et inaccessible pendant plus de deux ans.

« Les habitants de Qayyarah ont vécu en état de siège pendant deux ans et souffrent de la faim avec un manque d'accès à de la nourriture. Les atteindre avec une assistance alimentaire est une avancée », a déclaré la Directrice du PAM en Iraq, Sally Haydock, dans un communiqué de presse.

Grâce à ses partenaires locaux, Muslim Aid et Women Organization Empowerment, le PAM a distribué, au cours de la semaine passée, des rations alimentaires d'urgence contenant des dates, des haricots et des aliments en conserve pour répondre aux besoins immédiats des familles ainsi que des rations alimentaires mensuelles contenant du riz, des lentilles, de la farine de blé, du boulgour, des haricots et de l'huile végétale.

Ces rations couvriront les besoins alimentaires de plus de 30.000 personnes pendant un mois. Le PAM a également distribué de la nourriture à près de 2.000 personnes déplacées qui vivent dans des camps et à des familles d'accueil aux alentours de Qayyarah.

« Grâce à une généreuse contribution du gouvernement de l'Allemagne, le PAM est en mesure de fournir davantage d'aide alimentaire aux familles de la région de Mossoul qui sont déplacées », a ajouté Mme Haydock.

Selon le PAM, la ville de Qayyarah est dans un état désastreux. Tous les magasins ont été détruits ou fermés et les stocks alimentaires sont dangereusement bas, avec des personnes survivant seulement avec du blé de la récolte récente. Il est également pratiquement impossible d'avoir accès à de l'eau potable, à l'électricité et aux services médicaux.

Le PAM continue à intensifier son assistance alimentaire en Iraq pour soutenir les familles nouvellement déplacées de la région de Mossoul. L'agence onusienne a déclaré qu'elle avait besoin d'urgence de 106 millions de dollars pour continuer à aider les familles jusqu'à la fin de l'année.

Laos : en marge du sommet de l'ASEAN, Ban Ki-moon rencontre les chefs de gouvernements thaïlandais et cambodgien



Des agriculteurs dans une rizière au Laos. Photo FAO/Roberto Grossman

6 septembre - Le Secrétaire général de l'ONU, Ban Ki-moon, est arrivé mardi à Vientiane, au Laos, pour participer au sommet de l'Association des Nations d'Asie du Sud-Est (ASEAN).

Lors de cette visite, M. Ban a visité un hôpital soutenu par l'Office des Nations Unies pour la lutte contre la drogue et le crime (ONUDD) et l'Organisation mondiale de la santé (OMS) où il a rencontré des patients traités pour leurs addictions.

En marge du sommet de l'ASEAN, le Secrétaire général a rencontré le Premier ministre de Thaïlande, Prayuth Chan-o-Cha, avec qui il a discuté de la situation politique et sécuritaire dans le royaume y compris le référendum constitutionnel du 7 août, ainsi que les prochaines élections prévues en 2017. Lors de cet entretien M. Ban a souligné l'importance d'assurer le respect complet des droits de l'homme y compris les droits politiques de tous les citoyens

et la liberté d'expression, a précisé son porte-parole dans un compte rendu de cette rencontre.

Le 19 août dernier, le Haut-Commissariat des Nations Unies aux droits de l'homme (HCDH) avait exprimé sa vive préoccupation concernant les restrictions continues et croissantes imposées à l'espace démocratique en Thaïlande. L'agence onusienne pour les droits de l'homme avait alors exhorté le gouvernement à abandonner immédiatement toutes les accusations portées contre les militants politiques et les défenseurs des droits de l'homme, et à libérer les personnes emprisonnées pour avoir exprimé leur désaccord sur le projet de constitution dans la période précédant le référendum.

A Vientiane, le Secrétaire général s'est également entretenu avec le Premier ministre du Cambodge, Hun Sen, avec qui il a discuté des questions liées au changement climatique et plus particulièrement de l'Accord de Paris.

M. Ban et M. Hun ont également discuté de la contribution du Cambodge aux opérations de maintien de la paix. Fin juillet, 862 soldats et experts militaires cambodgiens participaient aux opérations de maintien de la paix au Mali, en République centrafricaine, au Liban, au Soudan (Darfour et Abiyé) et au Soudan du Sud.

Le Secrétaire général et le Premier ministre cambodgien ont également discuté du travail des Chambres extraordinaires au sein des Tribunaux cambodgiens (CETC) chargés de traduire en justice les auteurs des crimes commis sous le régime des Khmers rouges de 1975 à 1979 ainsi que d'autres sujets d'intérêts communs.

Mardi, le HCDH s'est déclaré très préoccupé par l'atmosphère croissante d'intimidation visant des opposants politiques, leurs partisans, la société civile et des manifestants pacifiques au Cambodge. En vue des élections locales et nationales prévues au Cambodge en 2017 et 2018, le HCDH a exhorté le gouvernement à créer un environnement propice à la jouissance de la liberté d'expression, de réunion pacifique et d'association, qui sont particulièrement critiques dans un contexte pré-électoral.

Responsabilité de protéger : Jan Eliasson plaide pour une prévention plus efficace



Vice-Secrétaire général des Nations Unies, Jan Eliasson, en juin 2016. Photo : ONU / JC Mellwaine

6 septembre - A l'occasion d'une réunion au siège de l'ONU consacrée au concept de « la responsabilité de protéger », le Vice-Secrétaire général de l'Organisation, Jan Eliasson, a plaidé pour une prévention plus efficace afin notamment d'éviter la répétition d'atrocités.

Onze ans après l'engagement pris lors d'un sommet mondial par les chefs d'Etat et de gouvernement de protéger leurs populations du génocide, des crimes de guerre, du nettoyage ethnique et des crimes contre l'humanité, M. Eliasson s'est félicité des avancées réalisées dans ce domaine.

« Nous avons vu au fil des ans l'engagement initial devenir un large consensus sur ses éléments de base. Nous avons vu des programmes de mise en œuvre concrète pour faire de la responsabilité de protéger une réalité. Et nous avons vu un intérêt croissant pour la prévention du génocide, des crimes de guerre, du nettoyage ethnique et des crimes contre l'humanité à l'Assemblée générale, au Conseil de sécurité et au Conseil des droits de l'homme », a souligné le Vice-Secrétaire général dans un discours.

« Nous avons également vu des réseaux pour la prévention des atrocités. Un certain nombre d'acteurs nationaux et régionaux élaborent des programmes de prévention, souvent avec le soutien des Nations Unies », a-t-il ajouté.

Malgré ces avancées, des brutalités inacceptables visant des civils sont observées à travers le monde, a-t-il noté. « Nous voyons un manque de respect intolérable pour les normes internationales, y compris les principes de base du droit international humanitaire. Malheureusement, nous avons encore à concrétiser pleinement le principe de la responsabilité de protéger, en accord avec les espoirs et les attentes élevées de 2005 », a-t-il ajouté.

Pour surmonter les obstacles à cette concrétisation, le Vice-Secrétaire général a estimé qu'il fallait notamment « démontrer dans la pratique que nous sommes sérieux au sujet de la prévention ».

« L'appel à la prévention n'est pas un appel rhétorique ; c'est un appel à l'action adressé à tous les États, organisations et autres parties prenantes. Une prévention efficace exige une analyse sérieuse et une attention, un soutien et une volonté politique constante. Cela signifie intégrer un programme de prévention dans les cadres nationaux, régionaux et internationaux d'action. Cela nécessite également une capacité institutionnelle supplémentaire », a-t-il dit.

Jan Eliasson a estimé qu'il fallait aussi être plus efficace dans la prévention de la récurrence des atrocités. « Beaucoup trop de pays, où des atrocités apparaissent ou menacent, en ont connu dans leur histoire passée », a-t-il dit.

Selon lui, il est indispensable de soutenir les autorités nationales pour s'attaquer aux causes profondes et construire ou renforcer les moyens de lutte contre les atrocités, comme le dialogue intercommunautaire, la réforme du secteur de la sécurité, et les mécanismes pour la réconciliation et la justice transitionnelle.

« Nous devons investir dans le maintien de la paix, avec une aide internationale adaptée pour renforcer la résilience des États et leur capacité à remplir leur responsabilité de protéger », a-t-il dit.

Le Conseil de sécurité condamne de nouveaux tirs de missiles balistiques par la Corée du Nord



Conseil de sécurité de l'ONU. Photo ONU/Mark Garten

6 septembre - Le Conseil de sécurité a fermement condamné mardi les nouveaux tirs de missiles balistiques effectués par la République populaire démocratique de Corée (RPDC) le 5 septembre 2016, estimant qu'ils constituaient une grave violation des résolutions du Conseil.

Selon la presse, la Corée du nord a tiré lundi trois missiles balistiques qui se sont abîmés en mer du Japon.

Dans une déclaration à la presse, les membres du Conseil de sécurité ont déploré toutes les activités de missiles balistiques de la Corée du Nord, y compris ces tirs, en notant que ces activités contribuent au développement par la RPDC « de systèmes de lancement d'armes nucléaires et accroissent les tensions ».

Ils ont aussi regretté que la Corée du Nord « détourne des ressources pour la poursuite des missiles balistiques » alors que ses citoyens ont beaucoup de besoins qui ne sont pas satisfaits.

Le Conseil de sécurité s'est dit très préoccupé par le fait que la RPDC a procédé à ces tirs après ceux du 15 avril, du 23 avril, du 27 avril, du 28 avril, du 31 mai, du 21 juin, du 9 juillet, du 18 juillet, du 2 août et du 23 août, « en mépris flagrant de déclarations répétées du Conseil de sécurité ».

Les membres du Conseil ont une nouvelle fois demandé à la RPDC d'éviter à l'avenir de telles actions, y compris des essais nucléaires, qui violent les résolutions pertinentes du Conseil de sécurité, et de respecter ses obligations en vertu de ces résolutions.

Ils ont souligné qu'il était important de faire des efforts pour réduire les tensions dans la péninsule coréenne et au-delà.

Guinée-Bissau : le Conseil de sécurité exhorte les acteurs nationaux à sortir de l'impasse politique par le dialogue



quartier-général du Bureau intégré des Nations Unies en Guinée-Bissau (BINUGBIS). Photo: BINUGBIS

5 septembre - Le Conseil de sécurité des Nations Unies a exprimé dimanche sa « grave préoccupation » concernant l'impasse politique à laquelle est confrontée la Guinée-Bissau.

Dans une déclaration à la presse, les membres du Conseil ont exhorté les acteurs nationaux à « respecter la Constitution et l'état de droit, tout en cherchant à trouver une solution politique à la crise par le dialogue de bonne foi ». Ils ont également exhorté les forces de sécurité de la Guinée-Bissau à « maintenir leur non-ingérence dans la situation politique, à poursuivre la retenue manifestée à cet égard, et à maintenir le respect du contrôle civil ».

La déclaration fait suite à l'audition par le Conseil le 30 août dernier, du Représentant spécial du Secrétaire général et Chef du Bureau intégré des Nations Unies en Guinée-Bissau (BINUGBIS), Modibo Ibrahim Touré, qui a fourni une mise à jour sur la situation du pays.

Les 15 ont souligné la nécessité urgente d'assurer le fonctionnement du gouvernement et se sont félicités du dialogue permanent entre les principaux acteurs nationaux, y compris entre le Parti africain pour l'indépendance de la Guinée et du Cap vert (PAIGC) et le Parti de la rénovation sociale (PRS). Ils les ont également exhorté à travailler à cette fin et ont souligné l'importance d'assurer la stabilité tout au long de la législature actuelle.

Les membres du Conseil ont réitéré leur soutien à une mission présidentielle à Bissau décidée par la Communauté économique des Etats d'Afrique de l'Ouest (CEDEAO) et comprenant les chefs d'Etat de la Guinée, le Sénégal et la Sierra Leone. Ils ont souligné l'urgence du déploiement d'une telle mission.

Les membres du Conseil de sécurité ont salué les efforts importants de la CEDEAO et l'encourage à étendre son soutien politique au processus politique en Guinée-Bissau par l'utilisation de bons offices et la médiation. Ils ont en outre salué le renouvellement du mandat de la Mission de la CEDEAO gardant à l'esprit son rôle important dans le maintien de la stabilité en Guinée-Bissau.

Les membres du Conseil ont par ailleurs salué les efforts conjoints déployés par les partenaires internationaux, en particulier les Nations Unies, l'Union africaine, la CEDEAO, l'Union européenne et la Communauté des pays de langue portugaise (CPLP), pour renforcer la coopération à l'appui du gouvernement en Guinée-Bissau.

Ils les ont encouragés à continuer à travailler ensemble à la stabilisation du pays et l'édification d'institutions solides et crédibles, conformément aux réformes structurelles dans les secteurs de la défense, de la sécurité et de la justice d'établir par le gouvernement.

À cet égard, ils ont reconnu le rôle de la Commission de consolidation de la paix dans le renforcement de ces efforts pour soutenir la consolidation de la paix à long terme, y compris le renforcement des institutions, qui constitue des priorités de la Guinée-Bissau.

Ban Ki-moon appelle les pays du G20 à soutenir le financement des objectifs du développement durable



Le Secrétaire général de l'ONU, Ban Ki-moon (au centre) et des dirigeants mondiaux se saluent lors du Sommet du G20 à Hangzhou, en Chine, en septembre 2016. Photo ONU/Eskinder Debebe

5 septembre - Au sommet du G20, à Hangzhou, en Chine, le Secrétaire général de l'ONU, Ban Ki-moon, a souligné lundi l'importance du financement et des autres mécanismes de soutien afin de mettre en œuvre les Objectifs du développement durable (ODD) et l'Accord de Paris sur le changement climatique, exhortant les pays du G20 à déployer plus d'efforts pour respecter leurs engagements.

« Le Programme pour le développement durable à l'horizon 2030 est un plan universel, intégré et transformateur de l'action pour la paix et la prospérité pour tous sur une planète en bonne santé, » a déclaré M. Ban lors d'une session sur le développement inclusif et interconnecté au sommet du G20, se référant aux 17 ODD adoptés par l'Assemblée générale de l'ONU en septembre dernier. « Pour y parvenir, nous avons besoin d'une croissance économique équilibrée, inclusive et durable », a-t-il ajouté.

Le Secrétaire général a rappelé que le Programme d'action d'Addis-Abeba, adoptée en Ethiopie l'an dernier, fournit un cadre global pour le financement de la mise en œuvre du Programme 2030 précisant qu'il aligne tous les flux et politiques de financement avec le développement économique, social et environnemental durable.

« Le plan d'action du G20 pour soutenir la mise en œuvre du Programme 2030 témoigne de votre engagement à la réalisation des ODD », a déclaré le chef de l'ONU, reconnaissant le leadership de la Chine pour l'intégration du développement durable dans les travaux du G20.

M. Ban a également salué les dirigeants de la France, de l'Allemagne, du Japon, du Mexique et de la République de Corée pour avoir initié des mécanismes de coordination interministérielle sur la mise en œuvre de l'ODD, appelant tous les dirigeants du G20 à suivre « ces bons exemples ».

« La mise en œuvre du Programme 2030 renforcera notre capacité collective à traiter les risques à court terme et renforcer la résilience à long terme. Voilà pourquoi il est essentiel que le développement durable soit pleinement intégré dans un cadre global de politique macro-économique », a déclaré le Secrétaire général.

Pour M. Ban, l'initiative du G20 sur le soutien à l'industrialisation en Afrique et dans les pays les moins avancés (PMA) renforcera leur potentiel de croissance et de développement inclusif. « Le rapport de l'ONUDI fournit un cadre global à cet égard », a-t-il indiqué. « Une augmentation des investissements dans les infrastructures et l'industrie, l'accès au financement, le partage et le transfert de technologies, la facilitation du commerce, le renforcement des capacités et l'amélioration des environnements favorables peuvent soutenir la transformation nécessaire », a-t-il précisé.

« Le soutien du G20 à l'accord de Paris sur le financement climatique, adopté en décembre dernier en France, est crucial », a souligné le Secrétaire général. « Maintenant, il est temps de nous assurer que nous remplissons nos engagements sur le financement du climat, y compris l'engagement de fournir 100 milliards de dollars au Fonds vert pour le climat », a-t-il ajouté, décrivant le Fonds comme "une étape importante" pour soutenir les efforts des pays en développement dans la mise en œuvre de l'Accord de Paris.

Soudan du Sud : le gouvernement accepte le déploiement d'une force de protection régionale mandatée par le Conseil de sécurité



L'Ambassadeur des Etats-Unis auprès de l'ONU, Samantha Power, s'exprime devant la presse le 4 septembre 2016, après que le gouvernement de transition du Soudan du Sud a accepté le déploiement d'une force de protection régionale. Photo ONU/MINUSS

5 septembre - Le gouvernement sud-soudanais a accepté le déploiement d'une force de protection régionale forte de 4.000 soldats, récemment mandatée par le Conseil de sécurité et qui viendra s'ajouter aux quelque 12.000 casques bleus servant déjà dans le pays.

L'annonce a été faite dimanche soir dans un communiqué conjoint publié à l'issue d'une rencontre entre le Président sud-soudanais Salva Kiir et une délégation du Conseil de sécurité codirigée par les représentants permanents du Sénégal et des Etats-Unis auprès de l'ONU.

« Pour améliorer la situation sécuritaire, le Gouvernement de transition d'unité nationale a donné son consentement au déploiement, dans le cadre de la Mission des Nations Unies au Soudan du Sud (MINUSS), de la Force de protection régionale », a annoncé le Ministre des affaires gouvernementales du Soudan du Sud, Martin Elia Lomoro, conformément à la résolution 2304 (2016) du Conseil de sécurité.

Début juillet, à l'approche du cinquième anniversaire de l'indépendance du pays, la plus jeune nation du monde a été plongée dans de nouvelles violences en raison d'affrontements entre l'Armée de libération du peuple du Soudan (ALPS), fidèles au Président Kiir, et l'Armée de libération du peuple du Soudan – en opposition (ALPS/IO), soutenant l'ancien premier vice-Président Riek Machar.

« Le Conseil de sécurité des Nations Unies et le Gouvernement de transition d'unité nationale conviennent de travailler dans un esprit frais de coopération pour faire avancer les intérêts du peuple sud-soudanais, en particulier leurs aspirations à la justice, la liberté et la prospérité. Ils ont convenu que les besoins humanitaires et de sécurité de la population étaient primordiaux », indique le communiqué.

« La MINUSS a un mandat impartial pour protéger les civils, peu importe qui ils sont et où ils sont », a déclaré l'Ambassadrice américaine, Samantha Power, co-chef de la délégation du Conseil, notant que des consultations sont en cours pour déterminer les modalités de déploiement de la force de protection régionale. Selon le communiqué, les pays contributeurs de troupes, la MINUSS et le Gouvernement de transition ont convenu de continuer à travailler sur les modalités de déploiement, et de construire sur les consultations qui ont eu lieu ces derniers mois.

Le Conseil a, dans sa récente résolution, exprimé sa profonde inquiétude face à la situation sécuritaire et la poursuite des violences dans le pays, ainsi que les conséquences humanitaires désastreuses pour la population.

Selon M. Lomoro, le Gouvernement de transition s'est engagé à élaborer un plan de mesures concrètes pour éliminer les obstacles à la capacité de la MINUSS de mettre en œuvre son mandat. Ce plan est attendu d'ici la fin de septembre 2016, a-t-il dit, expliquant que ces mesures comprendraient un examen des procédures liées au mouvement de la MINUSS et une rationalisation des processus bureaucratiques. La MINUSS s'est par ailleurs engagée à informer le gouvernement sur ses mouvements et tous autres détails.

Le communiqué déclare en outre que le Gouvernement de transition a exprimé sa volonté de mettre en œuvre le chapitre 5 de l'accord sur la résolution du conflit au Soudan du Sud, et qu'il travaillera avec l'Union africaine dans la mise en place du tribunal hybride pour le Soudan du Sud.

Journée internationale de la charité : Ban Ki-moon appelle à faire des objectifs de développement durable une réalité



PAM distribue des rations aux habitants de Homs, en Syrie, en septembre 2012. Photo PAM/Abeer Etefa

5 septembre - « La charité est l'un des meilleurs investissements que nous pouvons faire dans notre avenir commun », a déclaré aujourd'hui le Secrétaire général des Nations Unies, Ban Ki-moon, à l'occasion de la Journée internationale de la Charité, faisant remarquer que le monde connaît maintenant une augmentation spectaculaire de la philanthropie dans les pays en développement.

« Chaque année, la Journée sert d'appel pour chaque personne à agir avec solidarité et compassion face à la souffrance humaine », a dit M. Ban dans un message précisant que cette année, la Journée avait une nouvelle orientation pour le bénévolat et le don de bienfaisance: le Programme de développement durable à l'horizon 2030.

« Ce nouveau cadre universel, avec 17 buts en son cœur, est le plan d'action contre la pauvreté et en faveur de la planète le plus complet et ambitieux jamais adopté par les dirigeants mondiaux », a précisé le Secrétaire général. « Pour qu'il fonctionne, il faut libérer la pleine force de l'esprit humain », a-t-il ajouté.

Pour M. Ban, la philanthropie mondiale continue de générer des approches novatrices et de fournir des ressources indispensables. « Une nouvelle dimension importante est l'augmentation spectaculaire de la philanthropie dans le Sud, qui conduit de nouveaux acteurs à s'impliquer et à relever les défis locaux et mondiaux», at-il dit.

« Je demande aux gens, partout, de faire partie de notre partenariat de 15 ans pour l'humanité, et d'aider à faire des objectifs de développement durable une réalité pour tous», a conclu le Secrétaire général.

En reconnaissance du rôle de la charité dans la lutte contre les crises humanitaires et les souffrances humaines, ainsi que des efforts déployés par les individus et les organisations de bienfaisance, y compris le travail de Mère Teresa, l'Assemblée générale des Nations Unies a désigné la date du 5 septembre, l'anniversaire de la mort de Mère Teresa, comme Journée internationale de la Charité, dans sa résolution adoptée en 2013.

Arabie Saoudite : Ban Ki-moon et le Prince héritier adjoint discutent des réfugiés palestiniens, du Yémen et de l'accord sur le climat



Secrétaire général de l'ONU, Ban Ki-moon, rencontre le Prince héritier adjoint d'Arabie Saoudite, le Prince Mohamad Bin Salman Al Saud, en marge du Sommet du G20 en Chine en septembre 2016. Photo ONU/Eskinder Debebe

5 septembre - Le Secrétaire général de l'ONU, Ban Ki-moon, a rencontré lundi le Prince Mohamad Bin Salman Al Saud qui occupe le rang de Prince héritier adjoint, deuxième vice-Premier ministre et Ministre de la Défense du Royaume d'Arabie Saoudite.

Lors d'une rencontre organisée en marge du sommet du G20 à Hangzhou, en Chine, le Secrétaire général a remercié l'Arabie saoudite pour son soutien financier continu à l'Office de secours et de travaux des Nations Unies pour les réfugiés de Palestine au Proche-Orient (UNRWA).

M. Ban a souligné l'urgence de combler l'écart de financement actuel touchant les activités de l'Agence en faveur des enfants palestiniens et des plus vulnérables.

Le Secrétaire général a réitéré qu'un règlement politique négocié au Yémen reste la seule solution viable pour le pays et a exprimé sa préoccupation constante concernant l'impact du conflit sur la vie des civils. Il a rappelé à toutes les parties leur

obligation de respecter le droit international humanitaire.

Concernant le rapport sur les enfants et les conflits armés, M. Ban et le Prince héritier adjoint ont discuté de l'état de l'examen en cours des mesures visant à renforcer la protection des enfants.

Enfin, le Secrétaire général a exprimé l'espoir que l'Arabie saoudite ratifiera l'Accord de Paris sur le changement climatique le plus tôt possible.

Soudan du Sud : le Conseil de sécurité a conclu sa visite de trois jours



La délégation du Conseil de sécurité des Nations Unies conclut sa visite de trois jours au Soudan du Sud le 5 septembre 2016. Photo ONU/UNMISS

5 septembre - Le Conseil de sécurité des Nations Unies a conclu lundi une visite de trois jours au Soudan du Sud, en réaffirmant son soutien à la paix dans le pays, et a réitéré ses appels au gouvernement afin qu'il respecte les engagements annoncés dans un communiqué conjoint.

«Le fait que nous embarquons dans l'avion de l'ONU et rentrons à la maison, ne signifie pas que nous allons les oublier», a déclaré la Représentante permanente des États-Unis auprès de l'ONU et co-chef de file de la délégation du Conseil, Samantha Power, à l'issue de la visite. «Ce que personne ne peut supporter est le legs de voir ce beau pays, le plus récent de l'ONU, déchiré», a-t-elle ajouté.

La visite du Conseil a eu lieu peu de temps après l'adoption par les 15 d'une résolution renouvelant le mandat de la Mission des Nations Unies au Soudan du Sud (MINUSS) ainsi que l'approbation d'une force de protection régionale de 4.000 hommes pour aider à sécuriser la capitale, Juba.

Au début du mois de juillet, à l'approche du cinquième anniversaire de l'indépendance du pays, la plus jeune nation du monde a été plongée dans de nouvelles violences en raison d'affrontements entre l'Armée de libération du peuple du Soudan (ALPS), fidèles au Président Kiir, et l'Armée de libération du peuple du Soudan – en opposition (ALPS/IO), soutenant l'ancien premier vice-Président Riek Machar. Ces affrontements ont fait des morts et des blessés, y compris parmi les soldats de la paix de la MINUSS, sapant la mise en œuvre de l'accord de paix signé entre les rivaux politiques en août 2015.

Mme Power a déclaré que certains bons engagements sont sortis de cette visite, notamment l'acceptation par le gouvernement de transition d'unité nationale du déploiement de la force de protection régionale. Un communiqué conjoint publié dimanche indique que le gouvernement est déterminé à éliminer les obstacles à la capacité de la MINUSS de mettre en œuvre son mandat.

La co-chef de file de la délégation du Conseil a toutefois fait remarquer que l'appel à la paix doit être ressenti dans les cœurs de la direction du pays. Mme Power a également averti que ces engagements seront mesurés par le peuple sud-soudanais qui pourra dire s'il se sent plus sûr qu'il ne l'est aujourd'hui.

Le Représentant permanent du Sénégal auprès de l'ONU et autre co-chef de la délégation du Conseil, Fodé Seck, a déclaré que cette visite fut «très positive, tant du côté du gouvernement que du côté du Conseil de sécurité». Il reste optimiste sur la capacité du gouvernement à respecter ses engagements, et a souligné la nécessité pour les citoyens de s'unir pour la construire leur nation.

«Ce pays est tellement béni par la nature et il peut devenir le géant de l'Afrique, nourrir l'Afrique, exporter et contribuer au développement du continent», a dit M> Seck. «Qu'ils croient en eux-mêmes, qu'ils travaillent avec leur gouvernement, qu'ils oublient la fracture tribale», a-t-il conclu.

Au cours de leur visite de trois jours au Soudan du Sud, les membres de la délégation du Conseil ont tenu une série de réunions de haut niveau avec le Président Salva Kiir et d'autres membres du gouvernement de transition, des groupes de la société civile, des responsables d'organisations religieuses ainsi que des fonctionnaires de l'ONU.

Les 15 États membres du Conseil représentés dans la délégation comprenaient l'Angola, la Chine, l'Égypte, la France, le Japon, la Malaisie, la Nouvelle-Zélande, la Russie, le Sénégal, l'Espagne, l'Ukraine, les États-Unis, le Royaume-Uni, l'Uruguay et le Venezuela.

Soudan du Sud : les déplacées demandent au Conseil de sécurité le déploiement de la Force de protection régionale



Une délégation du Conseil de sécurité des Nations Unies visite un camp de déplacés internes à Juba, le 3 septembre 2016. Photo ONU

4 septembre - Au deuxième jour de sa visite au Soudan du Sud, une délégation du Conseil de sécurité des Nations Unies a rencontré samedi des personnes déplacées vivant dans des camps appelés 'sites de protection des civils', afin de voir de leurs propres yeux « les conséquences humaines de l'échec des dirigeants politiques à ramener la paix dans leur pays ».

« Nous avons entendu des appels désespérés pour le déploiement rapide de la Force de protection régionale, » a déclaré aux journalistes, l'Ambassadeur des États-Unis, Samantha Power, se référant à la force de 4.000 hommes approuvée par une résolution du Conseil de sécurité qui a également renouvelé le mandat de la Mission des Nations

Unies au Soudan du Sud (MINUSS).

Dirigée par les Représentants permanents du Sénégal et des États-Unis, la délégation du Conseil comporte des représentants de tous les autres États membres permanents ainsi que des 10 autres États membres non-permanents.

« Nous avons entendu des appels pour que l'accord de paix soit pleinement mis en œuvre. Les gens dans ces camps ressentent l'accord politique qui a été convenu comme le dernier meilleur espoir pour eux », a dit Mme Power ajoutant que la délégation du Conseil a également entendu des appels pour que la présence de maintien de la paix des Nations Unies soit plus active et patrouille afin d'apporter à la population, la protection que les forces de sécurité gouvernementales ne proposent pas.

Au début du mois de juillet, à l'approche du cinquième anniversaire de l'indépendance du pays, la plus jeune nation du monde a été plongé dans la violence en raison d'affrontements entre des forces rivales opposant l'Armée de libération du peuple du Soudan (ALPS), fidèle au Président Salva Kiir, et l'Armée de libération du peuple du Soudan en opposition, qui soutient l'ancien premier Vice-président Riek Machar. Ces violences ont conduit à des décès et des blessés, y compris ceux de plusieurs soldats de la paix MINUSS, sapant également la mise en œuvre de l'accord de paix entre le président Kiir et M. Machar signé en août 2015 et qui avait officiellement mis fin à leurs différends.

Le Conseil, ainsi que divers responsables supérieurs de l'ONU, dont le Secrétaire général de l'ONU, Ban Ki-moon, se sont exprimés à plusieurs reprises au cours des violences, les condamnant et appelant au calme et à la sécurité des civils.

Dans les sites visités, Mme Power a indiqué que la délégation du Conseil a rencontré de nombreuses personnes témoins des échanges de tirs durant la crise qui a eu lieu il y a environ deux mois.

Mme Power a également déclaré que la délégation du Conseil a rencontré des femmes qui ont décrit la flambée de violences sexuelles contre les femmes qui quittent les camps pour chercher du bois afin de pouvoir cuisiner pour leur famille et pour leurs enfants.

« En tant que mère, je ne peux imaginer qu'un choix. Le choix de cuisiner pour mes enfants ou le choix de subir des violences sexuelles en dehors du camp. Je sais que j'irai prendre ce risque pour mes enfants. Je pense que toute mère le ferait », a souligné la représentante américaine.

Pas un Soudanais du Sud à qui la délégation a parlé, ne veut vivre dans ces sites de 'protection des civils'. Beaucoup d'hommes ont décrit la vie sur ces sites comme 'une sorte de prison.' « Ils veulent que cette peine de prison cesse et la seule façon pour que cela cesse est de voir la force de l'ONU se lever à pleine puissance, la Force de protection régionale se déployer et l'accord de paix mis en œuvre », a déclaré Mme Power.

Gabon : l'ONU appelle à la fin immédiate de tous les actes de violences



Le Secrétaire général de l'ONU, Ban Ki-moon (gauche) avec son Représentant spécial pour l'Afrique centrale, Abdoulaye Bathily en 2013 au Mali (Archives) Photo: MINUSMA/Marco Dormino

4 septembre - Le Secrétaire général de l'ONU, Ban Ki-moon s'est entretenu dimanche par téléphone avec le Président du Gabon, Ali Bongo Ondimba, et le candidat à la présidence du parti Démocratie Nouvelle, Jean Ping, et les appeler à faire le nécessaire afin de mettre fin aux violences qui ont suivi l'élection présidentielle contestée gabonaise.

Dans une note envoyée dimanche aux journalistes par le bureau de son porte-parole, M. Ban a déploré la perte de vies humaines qui a eu lieu au cours des manifestations suivant l'élection présidentielle. Il a exprimé sa préoccupation au sujet des messages inflammatoires qui continuent d'être diffusés et a appelé à la fin immédiate de tous les actes de violence dans le pays.

Le chef de l'ONU a salué la libération des 27 membres de l'opposition qui étaient détenus au siège de campagne de M. Ping. Toutefois, il a réitéré son appel au Président Bongo Ondimba pour insister auprès du gouvernement sur la nécessité de faire preuve de retenue. Il a également exhorté M. Ping à émettre un message clair à ses partisans en leur demandant de s'abstenir de tout acte de violence dans l'intérêt du pays et de l'unité nationale.

Le Secrétaire général a souligné l'importance d'employer des moyens exclusivement pacifiques et légaux pour demander recours dans tout litige relatif à l'issue de l'élection présidentielle. Il a demandé à son Représentant spécial pour l'Afrique centrale, Abdoulaye Bathily, de continuer à travailler avec les parties en vue de désamorcer les tensions.

A Hangzhou, où il participe au Sommet du G20, M. Ban a également rencontré le Président tchadien et actuel Président de l'Union africaine, Idriss Déby Itno. Le Secrétaire général se félicite de l'engagement de l'Union africaine pour faciliter une résolution pacifique de la crise actuelle au Gabon.

Philippines : l'ONU condamne un attentat terroriste au sud du pays.



Un membre des Forces armées des Philippines à un point de contrôle dans les rues de Cotabato. Photo: Guy Oliver/IRIN

4 septembre - Le Secrétaire général de l'ONU, Ban Ki-moon, et le Conseil de sécurité ont condamné dimanche, l'attentat perpétré vendredi à Davao City, sur l'île de Mindanao, aux Philippines, où une explosion dans un marché de nuit a fait 12 morts et 67 blessés.

« Le Secrétaire général a souligné la nécessité d'assurer que les auteurs de ces attentats terroristes rendent des comptes et soient traduits en justice », a indiqué dimanche son porte-parole dans une déclaration à la presse. « Il présente ses plus sincères condoléances aux familles des victimes et souhaite un prompt rétablissement aux personnes blessées. Il se tient aux côtés du gouvernement et du peuple Philippines », a-t-il ajouté.

Le Conseil de sécurité s'est fait l'écho le même jour de la condamnation du Secrétaire général et a qualifié l'attaque terroriste survenue aux Philippines « d'odieuse et lâche ».

Dans une déclaration à la presse, les membres du Conseil ont réaffirmé que le terrorisme sous toutes ses formes et manifestations constitue l'une des menaces les plus graves pour la paix et la sécurité internationales.

Les 15 ont exhorté tous les États à coopérer activement avec le gouvernement philippin et toutes les autres autorités compétentes dans le cadre de l'enquête relative à cette attaque et conformément à leurs obligations en vertu du droit international et des résolutions pertinentes du Conseil de Sécurité.

Les membres du Conseil ont réitéré que tous les actes de terrorisme sont criminels et injustifiables, « quelle que soit leur

motivation, n'importe où, n'importe quand et par qui que ce soit ».

G20 : Ban Ki-moon exhorte tous les pays à mettre en œuvre le Programme du développement durable et l'Accord sur le climat



Les dirigeants participants au sommet du G20 à Hangzhou, en Chine, posent pour une photo commémorative lors de la cérémonie d'ouverture le 4 septembre 2016. Photo ONU/ Eskinder Debebe.

4 septembre - Au sommet du G20, à Hangzhou, en Chine, le Secrétaire général de l'ONU, Ban Ki-moon, a salué dimanche l'accent mis par le sommet sur les Objectifs de développement durable (ODD) ainsi que la ratification par la Chine et les Etats-Unis de l'Accord de Paris sur le changement climatique.

« Les ODD sont notre nouveau cadre pour faire avancer la paix et la prospérité pour nous tous et pour une planète saine », a rappelé M. Ban lors d'une conférence de presse organisée au premier jour de sa onzième et dernière participation à un sommet du G20 en tant que chef de l'ONU. « Je continue d'exhorter tous les pays à aligner leurs politiques nationales, leurs politiques et programmes socio-économiques ainsi que leurs investissements derrière ces ODD ».

Qualifiant « de progrès majeurs » la ratification de l'Accord de Paris par la Chine et les Etats-Unis, le Secrétaire général a rappelé qu'il ne manquait plus que la ratification par 29 Parties représentant 16% des émissions mondiales afin que l'accord sur le changement climatique entre en vigueur.

« Je demande instamment à tous les dirigeants, en particulier les dirigeants des pays du G20, de montrer leur leadership en accélérant leurs processus de ratification nationaux afin que nous puissions transformer les aspirations de Paris en une action climatique transformatrice dont le monde a besoin de toute urgence », a déclaré M. Ban qui s'est dit heureux d'entendre que le projet de communiqué de ce sommet du G20 encourage l'entrée en vigueur rapide de cet accord international clé.

« J'exhorte une fois encore les membres du G20 à donner l'exemple sur cette question déterminante du changement climatique », a dit le Secrétaire général rappelant que les procédures juridiques doivent être conclues en parallèle avec un engagement renouvelé de tous les pays, en particulier les États membres de l'OCDE, à honorer leurs engagements en termes de soutien financier et technique envers les pays les plus vulnérables face au changement climatique.

« En cette époque de fortes turbulences, je salue l'approche inclusive et participative de la présidence chinoise du G20, qui a impliqué plus de pays non membre du G20 que jamais auparavant dans l'histoire du sommet », a souligné M. Ban. « Les pays du G20 ont un rôle clé dans la promotion d'une croissance économique stable, inclusive et durable, la mise en œuvre du programme de développement durable et dans le soutien à la mise en œuvre de l'Accord de Paris », a-t-il conclu.

Climat : le chef de l'ONU salue la ratification de l'Accord de Paris par la Chine et les Etats-Unis



3 septembre - A la veille de l'ouverture du sommet du G20, à Hangzhou, en Chine, le Secrétaire général des Nations Unies, Ban Ki-moon, a qualifié samedi 'd'événement historique' la ratification de l'Accord de Paris sur le climat par la Chine et les Etats-Unis.

Le parlement chinois a ratifié samedi matin l'Accord de Paris sur le climat qui avait été adopté le 12 décembre 2015 à l'issue de la 21e conférence des parties à la convention-cadre des Nations Unies sur le changement climatique. Le gouvernement américain a également annoncé le même jour sa ratification de l'Accord.

« Je suis honoré de recevoir les instruments juridiques de la Chine et des Etats-Unis pour se joindre à l'accord de Paris », a déclaré M. Ban devant le Président chinois, Xi Jinping, et le Président américain, Barack Obama à l'occasion d'une cérémonie de dépôt des instruments de ratification. « Maintenant, en vous joignant formellement à l'Accord de Paris, vous avez ajouté l'élan puissant pour mener l'Accord vers son entrée en vigueur cette année », a-t-il ajouté, rappelant que la Chine et les États-Unis représentent ensemble près de 40% des émissions mondiales de gaz à effet de serre.

« Avec la Chine et les Etats-Unis accomplissant cette étape historique, nous avons maintenant 26 pays qui ont ratifié l'accord et 39% des émissions mondiales comptabilisées, pour être exact », a précisé le Secrétaire général, se déclarant optimiste de voir 29 autres pays représentant 16% des émissions mondiales ratifier l'accord et le faire entrer en vigueur avant la fin de cette année et de son mandat à la tête de l'ONU.

« Je demande instamment à tous les dirigeants, en particulier les pays du G20, d'accélérer leurs processus de ratification nationaux afin que nous puissions transformer les aspirations de Paris en une action climatique transformatrice dont le monde a besoin de toute urgence » a dit le Chef de l'ONU qui a demandé aux dirigeants du monde entier de venir à New York le 21 septembre pour déposer leurs instruments de ratification ou pour s'engager publiquement à adhérer à l'accord avant la fin de l'année.

M. Ban a rappelé qu'avec l'Accord de Paris, le monde dispose d'un cadre mondial équitable, durable et flexible pour réduire les émissions, renforcer la résilience climatique et fournir un appui aux pays en développement pour construire des économies sobres en carbone et s'adapter aux impacts des changements climatiques inévitables.

« Cet accord climatique mondial permettra d'accélérer la croissance de l'énergie propre et nous aider à atteindre les objectifs de développement durable. Il permettra de renforcer la stabilité et la sécurité internationales, de sauver des vies et améliorer le bien-être humain », a dit le Secrétaire général. « Et maintenant, avec ces deux grands pays qui adhèrent à l'Accord de Paris, je suis sûr que nous pouvons vraiment mettre un pas avant très ambitieux et dynamique », a-t-il conclu.